

Céline Spector  
NO DEMOS ?  
Souveraineté et démocratie  
à l'épreuve de l'Europe



**Céline Spector, No demos ? Souveraineté et démocratie à l'épreuve de l'Europe**, Editions du Seuil, 2021, 416 p.

Ce livre permet à Céline Spector, professeur de philosophie, de passer en revue, de manière très approfondie et très convaincante, des concepts qui semblent, à priori, peu directement en phase avec la construction européenne. En effet, la souveraineté et la démocratie s'appliquent surtout à des Etats et à des peuples, pas forcément pour l'Europe. Son livre en pose, dans son titre, la question. La démocratie est bien à l'échelle d'une nation. Peut-elle s'appliquer à celle d'une Union européenne comprenant 450 millions d'habitants répartis dans 27 Etats membres ? En plus, il n'existe pas vraiment de peuple européen. Le no demos est donc bien une réalité pour l'Europe. « Il faudrait que les citoyens puissent former un « public », doté d'une langue, d'une histoire et de traditions communes. »<sup>1</sup> D'une certaine manière, la conception des billets des Euros ne raconte aucune histoire à l'inverse des monnaies nationales, comme le dollar. Il serait peut-être indispensable de penser au-delà du drapeau européen, à encore plus symboliser l'Union européenne.

Pourtant pour l'auteur, il ne faut pas trop facilement céder à l'euroscepticisme, car la démocratie n'est pas inconcevable à l'échelle européenne. L'Union européenne est « démocratisable » à plusieurs conditions : il faut aller vers un régime sui generis d'une République fédérative sans aller vers un Etat fédéral ; concevoir, de manière plus claire, un espace public européen et une culture politique européenne ; penser un demos européen par-delà la diversité des demoï nationaux ; la solidarité doit devenir le nouveau telos de l'Union européenne.<sup>2</sup>

S'appuyant sur le dialogue vigoureux entre Rousseau et l'abbé de Saint-Pierre à propos du projet de paix perpétuelle, l'auteur considère que l'Europe ne se réduit pas à « une collection de souveraineté rivales, elle est dotée d'un véritable esprit, qui pour s'identifier au désir de domination et d'expansion, n'en existe pas moins »<sup>3</sup>. D'autres philosophes sont associés à la démonstration que la construction est bien un projet cosmopolitique, comme Kant, Jürgen Habermas et Jean-Marc Ferry. Montesquieu est aussi convoqué, parce qu'il considère déjà, pour l'auteur, l'Europe comme une vaste « société civile », un système des besoins, de la division du travail et des échanges<sup>4</sup>. Ces analyses philosophiques ont convaincu l'auteur de ce livre que l'Union européenne doit être assimilée à une République fédérative qui n'a, pour autant, pas besoin de se transformer en un Etat fédéral. « Le principe de subsidiarité doit lui permettre

---

<sup>1</sup> p. 68

<sup>2</sup> p. 93

<sup>3</sup> p. 108

<sup>4</sup> p. 137

d'échapper au piège d'une centralisation autoritaire et bureaucratique »<sup>5</sup>. Cette République fédérative se doit de « produire des biens publics comme : la paix, la stabilité macroéconomique, le plein emploi, la cohésion territoriale, la protection de l'environnement, le progrès des sciences des techniques, l'indépendance énergétique et numérique (la liste n'est pas close). »<sup>6</sup>

La souveraineté n'est pas exclusivement réservée aux Etats, elle peut aussi concerner l'Union européenne, même si cela reste complexe à analyser. Le président français l'évoque régulièrement dans des discours sur l'Europe. Là encore l'auteur démontre, avec de nombreux arguments très convaincants, qu'est en train de se constituer une souveraineté postnationale. « La République fédérative européenne et la souveraineté partagée ne sont pas dénuées de consistance conceptuelle ne débouché politique... »<sup>7</sup>

Si le peuple européen n'existe toujours pas, pour autant l'Union européenne se préoccupe des citoyens européens. En effet, une citoyenneté européenne complète maintenant la citoyenneté nationale. La démocratie européenne complète aussi la démocratie de chaque Etat-membre. Cela explique que l'on assiste à des formes réelles d'européanisation du droit et des politiques des Etats car il y a de plus en plus un espace public européen. Il y a aussi la confection notamment grâce aux institutions européennes, pas seulement le Parlement européen, d'une culture politique européenne.

Le dernier chapitre de cet ouvrage est consacré à l'idée que l'on va assister à l'émergence de plus en plus claire d'une Europe sociale compte tenu de l'importance de la solidarité entre les Européens. En effet, le néolibéralisme et le marché ne semblent plus faire rêver. Les récentes crises économiques, sanitaires, et maintenant la guerre en Ukraine, démontrent l'importance de la solidarité européenne. Le moment hamiltonien du plan européen de relance de 2020, comme la gestion collective de la crise sanitaire avec l'achat collectif de vaccins sont des signes politiques essentiels. « Après la paix et la prospérité, la solidarité doit devenir la finalité nouvelle de l'Union européenne. Le fédéralisme fiscal, social et environnemental peut seul répondre aux injustices transnationales »<sup>8</sup>.

Au moment où le populisme semble progresser dans plusieurs pays européens, y compris en France lors des récentes élections présidentielles de 2022, ce livre est essentiel par ses analyses et ses démonstrations philosophiques. En effet, souvent le populisme se sert de l'Union européenne comme d'un bouc émissaire pour progresser, car sa présentation est simplifiée et caricaturée. L'Union européenne semble, au contraire, de plus en plus essentielle pour le destin collectif des Européens sans pour autant absorber ses Etats membres, car elle n'engendre pas un déni de la démocratie.

Henri Oberdorff  
Professeur émérite de l'Université de Grenoble-Alpes  
Président de l'UPEG  
le 28 avril 2022

---

<sup>5</sup> p.155

<sup>6</sup> p. 160

<sup>7</sup> p.209

<sup>8</sup> p. 402